

07 AVRIL 2017

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**L'action des salariés de Fessenheim  
fait reculer le Gouvernement**

Flash  
Info

Le conseil d'Administration d'EDF s'est déroulé dans un contexte tendu alors que le Gouvernement avait affirmé vouloir signer le décret de fermeture de FESSENHEIM avant la fin du quinquennat. La ministre ROYAL avait alors menacé les administrateurs indépendants et EDF de représailles, ce qui est indigne d'un ministre de la République.

En dépit de ces pressions totalement contraires aux règles du gouvernement d'entreprise et dans une période où le Gouvernement aurait dû s'abstenir d'utiliser EDF au soutien de sa politique au mépris du principe républicain de neutralité des Services Publics en période électorale, **Mme ROYAL n'est pas parvenue à obtenir son décret immédiat de fermeture de Fessenheim.** C'est incontestablement un échec cinglant.

Ce résultat est à mettre à l'actif des salariés et de leurs syndicats, dont FO, qui se sont massivement mobilisés contre cette décision inique et injustifiée.

Le décret décidant la fermeture de Fessenheim ne pourra donc pas être pris immédiatement.

Le CA a adopté un autre texte que celui voulu par le Gouvernement (cinq administrateurs indépendants votant pour, les six salariés dont FO votant contre, et le président exerçant sa voix prépondérante).

**Ce texte confie au PDG d'EDF la mission d'enclencher la demande d'abrogation du décret de Fessenheim six mois avant la mise en service de FLAMANVILLE 3, soit en juin 2018 et pour autant qu'elle soit nécessaire au respect du plafond de 63,2 GW prévu par la loi de transition énergétique.**

**FO qui a toujours été opposée à une loi de transition énergétique dogmatique,  
continuera à se battre contre toutes ces décisions idéologiques de fermeture de centrales,  
à FESSENHEIM ou ailleurs.**

La défaite de Mme ROYAL, qui a pourtant multiplié les pressions, démontre une nouvelle fois que tout est possible dès lors que les salariés se mobilisent.